

# Kidal : Le retrait des postes avancés de la Minusma à Kidal et l'accueil des éléments du BATFAR

MALI

L'information est l'oxygène des temps modernes

VENDREDI 13 OCTOBRE 2023

# 1442

# Malikilé

www.malikile.com

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION



Rentrée scolaire 2023-2024

Yeah Samaké fait don

d'un important kit scolaire



Gabon :  
L'ex-Première Dame Sylvia Bongo incarcérée



Lutte contre l'épidémie de la dengue : Campagne de sensibilisation et de dépistage lancée



# COVID 19

## CORONA VIRUS

PROTEGEONS NOUS ET PROTEGEONS LES AUTRES

Suivi des actions de prévention et de riposte au

**12** Octobre  
2023

## RESPECTONS LES MESURES BARRIÈRES



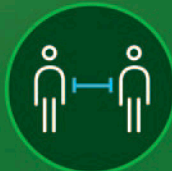
Porter le masque quand la distance de sécurité ne peut être respectée



Se laver les mains régulièrement



Tousser ou éternuer dans le coude



Respecter la distance de sécurité



Utiliser le gel hydro-alcoolique pour vous désinfecter les mains



Eviter de se serrer les mains



Eviter de se toucher le visage : la bouche, les yeux ou le nez

Echantillons testés

**07**

Nouveaux cas confirmés

**0**

Nouveaux guéris

**0**

Nouveaux décès

**0**

Au cours des dernières 24 H

### VACCINATION

**698873** Vaccinations incomplètes

**3742757** Vaccinations complètes

### Bilan global de la situation du Covid 19

**cas confirmés**

**33150**

**Guéris**

**32331**

**Décès**

**743**

dont 01 font l'objet d'un suivi médical



**MALIKILÉ**

Sensibilisation

Ministère de la Santé et du Développement Social

P. 13



P. 19



P. 25



## / Une /

Rentrée scolaire 2023-2024  
Yeah Samaké fait don d'un important kit scolaire

P. 4

## / Breves /

Front politique : La CMAS sursoit à sa marche de demain  
Transport aérien : Les vols d'air France au Mali restent suspendus  
Chérif Ousmane Madani Haïdara, face à la presse : "Ceux qui m'insultent sont connus et les autorités laissent faire"  
Cheick Diallo expose au Musée National : Le célèbre designer tisse des liens de l'avenir

P. 12

P. 13

P. 13

P. 14

## / Actualité /

Kidal : Le retrait des postes avancés de la Minusma à Kidal et l'accueil des éléments du BATFAR  
Lutte contre l'épidémie de la dengue : Campagne de sensibilisation et de dépistage lancée  
Célébration de la Journée internationale des filles : Ensemble pour la protection des femmes  
Regain de tension dans le septentrion malien : Le problème avec la CMA  
Kidal : La reconquête en marche ?

P. 16

P. 18

P. 19

P. 21

P. 22

## / Politique /

Enjeux et défis d'une éducation inclusive dans la commune de Misseni :  
Rôles des acteurs pour une éducation de qualité  
Fichier électoral et élections présidentielles au Mali : Les mises en garde du PR. Clément Dembélé  
Opposition à la transition : Pourquoi Kaoural a rejoint l'appel du 20 février

P. 25

P. 30

P. 31

## / Culture & Société /

L'infertilité chez la femme :  
Dr. Coulibaly Oumou Sidibé explique les principales causes

P. 33

## / International /

Gabon : L'ex-Première Dame Sylvia Bongo incarcérée  
Les africains à la rue : Avec le séisme, le Maroc mal loti

P. 34

P. 35

## / Sport /

Création de la confédération africaine du sport électronique :  
Samba Bathily élu premier président à l'unanimité

P. 37

## Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Edité par la Société Agence Malienne de Presse et d'Informations (AMPI)

Siège: Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass – Faladié (Bamako – Mali)

Email: ampikile@gmail.com

Site Web: www.malikile.com

Contacts: +223 70 44 22 23

- **Gérant:** Moctar Sow
- **Redacteur en Chef:** .....
- **Rédaction Générale:** Moctar Sow, Karamako B. KEITA, Ibrahim Sanogo, Yama Diallo, Malick wogo, Maffenin Diarra, Bokoum Abdoul Momini, Binadja Doumbia, Samba Moussa LY journaliste correspondant à Dakar
- **Service Commercial:** Youssouf Diarra
- **Secrétariat:** Fatou SISSOKO



## Rentrée scolaire 2023-2024

### Yeah Samaké fait don

### d'un important kit scolaire

L'Ambassadeur Yeah Samaké, pour la septième fois consécutive, a organisé une cérémonie de remise d'un important lot de kits scolaires à l'Association pour le Suivi des Orphelins du Sahel. Cette

initiative a été réalisée par Son Excellence Niankoro Yeah Samaké à travers la Fondation Empower Mali, dans le cadre de la 7e édition de l'Opération Kits Scolaires dans la région de Tombouctou.

Ce don exceptionnel est composé de 5 000 cahiers qui seront distribués aux élèves de la région de Tombouctou. Un grand nombre de ces cahiers sera réparti dans les 8 cercles de la région. Cette action



visé à contribuer à l'amélioration de la qualité de l'éducation des élèves du nord, dans une période particulièrement difficile.

Yeah Samaké et l'association Asos Sahel souhaitent ainsi mobiliser tous les acteurs pour garantir

une meilleure qualité d'éducation à nos enfants. En effet, l'éducation joue un rôle crucial dans le développement des communautés et la construction d'un avenir prometteur.

La remise symbolique des kits sco-

laire a été effectuée par Mme Samaké Marissa Coutinho, épouse de SE Yeah Samaké et membre du conseil d'administration de la Fondation Empower Mali, au coordinateur de l'association Asos Sahel. Ce dernier sera chargé de la distribution des cahiers dans

les différents cercles de Tombouctou.

Il est important de souligner que Yeah Samaké avait déjà fait un don d'un million à cette association il y a quelques mois, afin de soutenir ses actions dans la région de Tombouctou. Cette région a récemment été touchée par l'une des attaques les plus meurtrières de son histoire, avec la perte tragique de plusieurs centaines de vies lors de l'attaque du bateau Tombouctou.

Grâce à cette généreuse initiative de l'Ambassadeur Yeah Samaké et de la Fondation Empower Mali, les enfants de la région de Tombouctou bénéficieront de ces kits scolaires pour poursuivre leur éducation malgré les difficultés rencontrées. Ce geste contribuera sans aucun doute à leur redonner espoir et à leur offrir de meilleures perspectives d'avenir.

Yeah Samaké intervient beaucoup dans le monde scolaire et éducatif. Il a construit 47 écoles et des

logements d'enseignants dans les zones les plus reculées du Mali. À cela s'ajoute le lot de bourses d'études pour les jeunes Maliens dans des prestigieuses universités américaines et en Inde. Il a équipé les écoles qui en avaient besoin et doté les élèves des matériels didactiques.

À notre micro, le président d'honneur du parti pour l'action civique et patriotique (PACP) a annoncé que l'association Assos Sahel est très sérieuse et mérite d'être soutenue, surtout connaissant les conditions dans lesquelles les orphelins et les enfants démunis vivent dans notre pays. Quant aux membres d'ASSOS-SAHEL, ils ont remercié chaleureusement EMPOWER-MALI pour ce geste important à leur égard et pour les orphelins de la région de Tombouctou.

Le coordinateur d'ASSOS SAHEL insiste sur l'importance de saluer l'engagement de Yeah Samaké et de l'association Assos Sahel dans l'amélioration de la qualité

de l'éducation dans la région de Tombouctou. Leur contribution est un exemple de solidarité et d'investissement dans l'avenir des générations à venir.

■ **Siguéta Salimata Dembélé**

**malikile.com**  
 La première Plateforme de Distribution de communiqués et de relation médias et bien d'autres services ! \*

74<sup>ans</sup> **MALIKILÉ**  
 MIGRATION IRREGULIERE : 48 MALIENS PERISSENT EN MER

## Maison Des Cinéastes du Mali



LONGUE VIE À ISSA KABA SIDIBÉ, UN GRAND PROFESSIONNEL DE L'AUDIOVISUEL AU SERVICE DU PUBLIC

Je te souhaite une meilleure santé. Que la vie te mène au grand bonheur et au succès et j'espère que tous tes souhaits se réaliseront.

MERCI POUR TES REPORTAGES  
 MERCI POUR TES DÉBATS  
 MERCI POUR TES DÉCRYPTAGES  
 MERCI POUR TOUT  
 QUE DIEU TE GUIDE ET TE PROTÈGE  
 Boubacar Sidibé réalisateur  
 Administrateur des Arts et de la Culture  
 Président de la maison des cinéastes du Mali  
 Officier de l'Ordre National du Mali



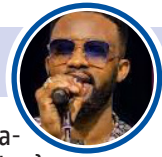
## Sory de Motti



**Modibo Arouna Touré**  
 Toutes mes amitiés; loin des yeux; mais très près du coeur

**vient de classer le dossier sans suite. La Justice de Dieu est la meilleure!**

## KinshaStar



Fally Ipupa présente 54 visas de sa délégation (musiciens, staffs et quelques proches) qui feront partie du voyage en Europe, notamment pour le concert de U-Arena et OVO Arena Wembley.

Le Petit Fally fera également partie de cette délégation avec un visa de 4 ans.



## Sekou Cherif Traore



Unis, nous vaincrons



Conformément au calendrier fixé, les FAMa continuent leur progression pour prendre possession des emprises de la MINUSMA.

Les FAMa tiennent à rassurer les populations que toutes les dispositions sont prises pour assurer leur sécurité, et réaffirment leur engagement envers la protection des droits humains.

Notre objectif principal est de préserver l'intégrité territoriale de notre pays, le Mali.

Les opérations actuelles des FAMa ciblent spécifiquement les positions ennemies qui entravent le bon déroulement de cette mission régaliennne.

Nous appelons donc tous nos concitoyens à plus de vigilance et à rester sereins.

Unis, nous vaincrons.

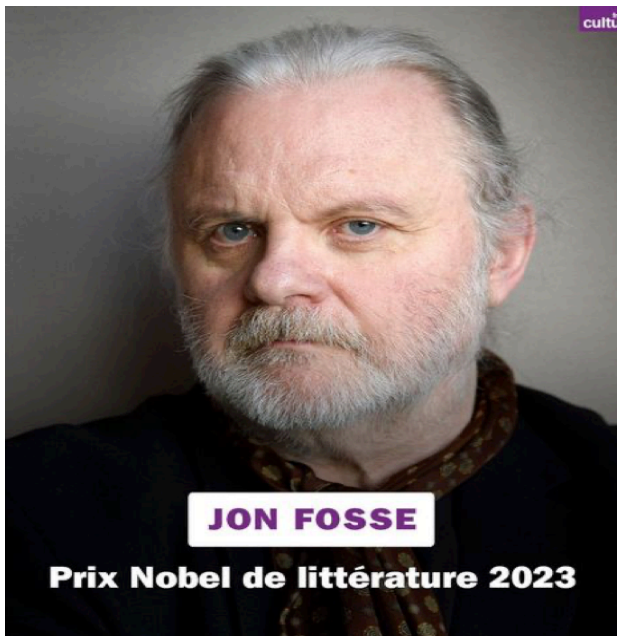
#FAMa

12 Octobre 2023

## France Culture



L'écrivain norvégien Jon Fosse a reçu le prix Nobel de littérature 2023.



## Karma



Aider quelqu'un à trouver du travail est l'un des plus beaux services que l'on peut rendre à un humain

## Moustaph Maïga est avec Alou Badra Haïdara et Sidy Traoré.



TAS: Le LCBA est informé ce 11 Octobre que si la totalité des frais d'avance n'est pas payée dans le délai qui sera imparti, ses 2 affaires seront retirées du rôle du tribunal.

## GBANEY



Le travail d'un enseignant devient beaucoup plus facile lorsque les enfants sont disciplinés à la maison.  
#GbaneY

## Léopards Info & Stats



[#Info]

### CAN 2023: DIEUDONNÉ SAMBI ET DODO LANDU À ABIDJAN POUR LE TIRAGE AU SORT

Le tirage au sort de la Coupe d'Afrique des nations, Côte d'Ivoire 2023, est prévu ce jeudi 12 octobre à 19h00 GMT à A Abidjan.

La République démocratique du Congo sera représentée par le président du Comité de Normalisation de la Fecofa, Dieudonné Sambi, le Team Manager,, Dodo Landu ainsi que le TMO de Léopards, Jerry Kalemo.

La délégation de la RDC vient de quitter Kinshasa cet après-midi pour la capitale ivoirienne.

La Confédération africaine de football a logé la RD Congo dans le chapeau 2 de ce tirage au sort avec le Nigéria, le Cameroun, le Ghana, le Mali et le Burkina Faso.

Vingt-quatre pays sont qualifiés pour cette Can 2023 qui aura lieu en janvier prochain en Côte d'Ivoire.

Source de l'information: Dircom de la Fecofa





## Nathalie Yamb



@Nath\_Yamb

Les Etats-Unis disent continuer de vouloir travailler avec le Général Tiani et son gouvernement, après avoir qualifié la prise de pouvoir par les militaires de coup d'Etat. 76 jours après les faits, le renversement de Bazoum est ainsi définitivement acté, et conformément à la loi américaine, certaines aides, en dehors des aides humanitaires, alimentaires et sanitaires, sont suspendues.



U.S. DEPARTMENT OF STATE

Office of the Spokesperson

For Immediate Release

STATEMENT BY MATTHEW MILLER, SPOKESPERSON

October 10, 2023

Military Coup d'Etat in Niger

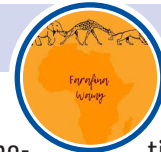
The United States has concluded that a military coup d'etat has taken place in Niger. Pursuant to section 7008 of the Department of State's annual appropriations act, the United States is suspending most U.S. assistance to the government of Niger. On August 5, the United States temporarily paused certain foreign assistance programs to the government of Niger, totaling nearly \$200 million. That assistance is now also suspended pursuant to section 7008 of the Department of State's annual appropriations act. We also note the Millennium Challenge Corporation's suspension of all assistance to Niger, including all preparatory work on its \$302 million Niger Regional Transportation Compact and all new activity on its 2018 Compact.

We underscore that we will maintain our life-saving humanitarian, food, and health assistance to benefit the people of Niger. The United States also intends to continue to work with regional governments, including in Niger, to advance shared interests in West Africa.

We stand with the Nigerien people in their aspirations for democracy, prosperity, and stability. Since the coup, we have supported the Economic Community of West African States' efforts to work with Niger to achieve a return to democratic rule. Any resumption of U.S. assistance will require action by the National Council for Safeguarding the Homeland to usher in democratic governance in a quick and credible timeframe.

The United States reiterates its call for the release of Mohamed Bazoum, his family, and all those detained.

## Farafina Wamy



@FarafinaW

Félicitations au ministre de la promotion des sports et du développement de l'économie sportive Monsieur Didier Tebily Drogba



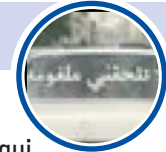
## Wamaps



@Wamaps\_news

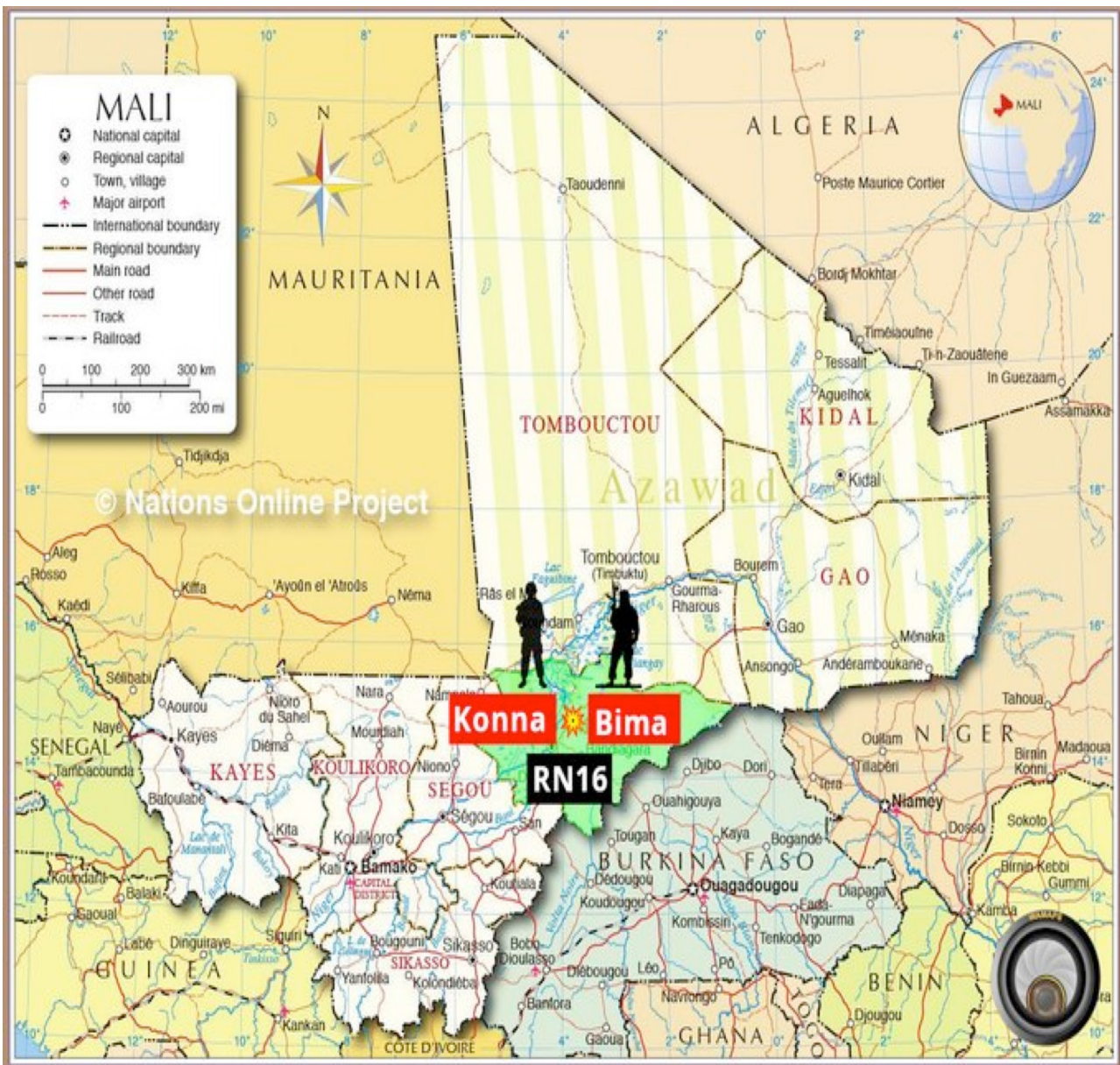
#Mali | 10/10 L'embuscade tendue par le #JNIM contre le convoi #FAMA a eu lieu sur l'axe #Konna - #Boré, au niveau de #Bima, sur la #RN16. (Région de #Mopti, frontières #Pays\_Dogon, influence #JNIM #Katiaba\_Macina). Bilan suite à un violent affrontement : 17 soldats tués et 8 blessés. 3 véhicules détruits et 2 volés. Les corps ont été découverts abandonnés et allongés sur le sol.

## Wassim Nasr



@SimNasr

Pour ceux qui ne l'ont pas compris, ou qui mélangent tout, le # Hamas a attaqué les fondements mêmes de l'État d'Israël en s'attaquant aux kibboutz sur le territoire 1967 reconnu par l'Autorité palestinienne comme israélien. Il ne s'agit pas des colonies illégales de #Cisjordanie



# COMMUNIQUÉ

## COMMISSION BIOMÉTRIE



La Direction Générale de l'Institut National de Prévoyance Sociale (INPS) informe les bénéficiaires de pension résidant dans le **district de Bamako**, qu'en marge **de la fourniture des pièces périodiques**, elle procédera à leur **enrôlement biométrique** à partir du **1er octobre 2023**. Cet enrôlement aura pour effet la production de cartes d'assurés biométriques.

Dans un premier temps, l'enrôlement biométrique concernera uniquement les pensionnés de Bamako.

Ils peuvent se présenter dans les Agences Principales de Bamako munis de leur **acte de naissance**.

La Direction Générale sait compter sur la bonne compréhension de tous.

Bamako, le 25 septembre 2023

La Direction Générale



(+223) 20 22 59 17



[www.inps.ml](http://www.inps.ml)



[infos@inps.ml](mailto:infos@inps.ml)



INPS.Mali



@INPS\_Mali

## Front politique : La CMAS sursoit à sa marche de demain

**La Coordination des Mouvements, Associations et Sympathisants de l'imam Mahmoud Dicko (CMAS) a, dans un communiqué, annoncé l'annulation de sa marche pacifique et républicaine prévue pour le vendredi 13 octobre 2023. Cette décision est due, selon la CMAS, aux missions de bons offices des autorités coutumières, religieuses, politiques et morales, notamment celles portées par le haut conseil islamique auprès du Dr. Cheick imam Mahmoud Dicko.**

**D**ans son document, la CMAS dit prendre acte des « missions et approches de conciliation inspirées des valeurs séculaires qui ont toujours prévalu au Mali. » « Par conséquent, la CMAS, à la suite des conseils avisés de son Parrain, a décidé de surseoir à la marche pacifique et républicaine du vendredi 13 octobre 2023 pour une Transition civile et de soutien à l'Armée républicaine », précise le document.

Suite à la décision prise par le gouvernement de la tran-

sition, le 25 septembre 2023, de reporter l'élection présidentielle de février 2024 à une date ultérieure, la Coordination des Mouvements, Associations et Sympathisants de l'imam Mahmoud Dicko (CMAS) avait dénoncé les raisons évoquées par les autorités de la transition qui, de son avis, ne sont guère convaincantes et ouvrent la voie à un maintien au pouvoir qui ne dit pas son nom. Selon la CMAS, les raisons évoquées par les autorités de la transition ne sont guère convaincantes et ouvrent la voie à un maintien au pouvoir qui ne dit pas son nom. « Cet état de fait ressemble à du déjà vu dans l'Histoire récente de notre jeune République »

La CMAS avait décidé de mobiliser tous ses militants, sympathisants et autres pour organiser la tenue d'actions patriotiques pour exiger la mise en place d'une Transition civile, seule voie pour sauver la République. C'est ainsi qu'il a été décidé d'organiser une marche pacifique et patriotique le vendredi 13 octobre 2023 à Bamako pour demander « la mise en place d'une transition civile ».

**K. Diakité**

Source : Le Républicain



## Transport aérien

### Les vols d'air France au Mali restent suspendus

La reprise annoncée cette semaine par la compagnie Air France n'a pas été acceptée par les autorités maliennes. Les usagers sont partagés sur la question et demandent aux autorités des deux pays de trouver un terrain d'entente.



« Les vols air France ne reprendront pas au Mali, ce 13 octobre 2023 ». C'est ce qui ressort d'un communiqué du gouvernement, rendu publique ce mercredi en réponse à l'annonce de la reprise faite ce mardi 10 octobre par Air France. Cette reprise des vols à destination de Bamako était prévue pour ce vendredi 13 octobre 2023. Mais les autorités maliennes ont indiqué que les activités d'Air France n'auront pas lieu. Elles déplorent que les vols de la compagnie aient été suspendus, unilatéralement par la France sans informer les autorités et les clients maliens, au préalable.

Dans ce document, le ministre des transports et des infrastructures insiste sur la nécessité du respect de la souveraineté du Mali. Il explique que la demande de reprise des vols Paris-Bamako est actuellement entrain d'être examinée par l'autorité aéronautique nationale du Mali.

Par conséquent, les vols air France demeurent suspendus, au Mali, pendant cette procédure d'examen du dossier, souligne le communiqué.

Pour rappel, les vols d'Air France avaient été suspendus le 7 août dernier, par les autorités françaises.

### La nouvelle divise les clients

Cette nouvelle suspension suscite des réactions au sein de la diaspora malienne. Si certains condamnent l'annu-

lation de la décision, d'autres estiment que « c'est compréhensible ». Ils demandent, à la France de se conformer aux lois et règlements établis par le Mali, en la matière.

Studio Tamani

## Chérif Ousmane Madani Haïdara, face à la presse:

### "Ceux qui m'insultent sont connus et les autorités laissent faire"



« Il n'y a pas d'autorité au Mali » s'est de nouveau indigné Chérif Ousmane Madani Haïdara, guide spirituel des Ançar – et pour la énième fois selon ses propres dires. C'était lors de la conférence de presse sanctionnant la fin de la célébration du Maouloud. Aussi a-t-il appelé les autorités à prendre les choses en main.

Au cours de cette conférence de presse, le guide spirituel des Ançar dines, Chérif Ousmane Madani Haïdara, s'est réjoui du bon déroulement du Maouloud 2023 dont le thème de cette année était : « Maouloud ordonne le bien, proscrit le mal ». Il a exprimé sa gratitude envers ceux et celles qui ont contribué au succès de cet événement annuel tant attendu.

Selon le président de la Fédération Ançar Dine Internationale (FADI), Sourakata Salamata, le Maouloud 2023 a enregistré la présence de 209. 216 participants, contre 199. 818 en 2022, venant de 40 pays différents, dont 102. 084 femmes et 107. 132 hommes. Le budget investi s'élève

à 1. 126. 225. 780 FCFA, financé en grande partie sur fonds propre. L'événement a été diffusé en direct sur Chérifla TV avec succès. Au cours du processus, 65.026 prêches ont été réalisées par 1.670 prédicateurs.

La conférence de presse a également été l'occasion pour le leader religieux de passer au peigne fin les sujets d'intérêt national. Chérif Ousmane Madani Haïdara a exprimé l'espoir que les autorités de transition ouvrent la porte au dialogue en vue d'une paix durable.

S'agissant des prêches, Chérif Ousmane Madani Haïdara a souligné la nécessité de les réglementer afin d'éviter des discours inutiles susceptibles de nuire à la cohésion sociale et à la stabilité du pays.

Il a également mentionné que certaines personnes se plaisent à porter des insultes à sa famille et à sa propre personne. «Je retiens mes nombreux fidèles qui sont prêts à en découdre avec ceux qui m'insultent nuit et jour, au nez et à la barbe des autorités. Cependant, chaque chose a ses limites. Je ne serais jamais une source de difficultés pour mon pays», a déclaré le dignitaire religieux. Et de regretter : «ces personnes sont bel et bien connues, mais les autorités demeurent inertes.

En ce qui concerne la Médaille que les autorités envisagent de lui décerner, Chérif Ousmane Madani Haïdara a exprimé sa gratitude pour cette initiative, tout en soulignant qu'il ne pense pas mériter une telle distinction pour le moment au Mali.

**Drissa Togola**  
Le Challenger

Il veut faire de cette exposition «un échange essentiel entre usage, fonction, recherche et innovation». Car c'est à travers ses œuvres, qu'il espère trouver des solutions aux préoccupations des populations. «Depuis 40 ans, j'essaie de comprendre la société dans laquelle je vis... Je me considère toujours comme un apprenant...J'ai appris dans la rue...Les artisans m'ont beaucoup appris», déclare-t-il. Selon lui, le design ne peut exister que si les artistes sont ensemble, tissent des liens entre eux.

Cheick Diallo mise sur l'innovation, la créativité. «L'innovation, c'est ce qui est inhérent au design», ajoute-t-il. «Ces objets qui sont dans la salle ont été fabriqués dans la rue. Ils ont des histoires à raconter».

Au cours de la visite guidée, il a expliqué les œuvres exposées au public. Une belle expérience avec un artiste qui promeut les cultures à travers ses créations et symbolise la tolérance et l'humilité. Il apporte à travers ses réalisations «un rayon d'espoir dans un monde marqué par des crises et des conflits».

Il a remercié la Fondation Orange Mali et la Coopération culturelle française à travers l'Institut français pour leur soutien. Pour Cheick Diallo, il est important de mettre les pieds des jeunes designers à l'étrier.

**C. Doumbia**  
Le Challenger

## Cheick Diallo expose au Musée National : Le célèbre designer tisse des liens de l'avenir

Dans le cadre de son exposition « tisser des liens, tisser l'avenir » le célèbre designer malien, Cheick Diallo, était le 7 octobre 2023, au musée national du mali où ont afflué les amoureux de l'art.

L'exposition « tisser des liens tisser l'avenir » est un projet naissant du célèbre designer malien, Cheick Diallo. L'artiste nourrit plein d'ambitions. Comme par exemple celle de créer, forger, entrelacer, unir et façonner l'avenir. «C'est un projet qui me hantait depuis plusieurs années», souligne-t-il, heureux d'exposer dans ce temple de la culture malienne qu'est le Musée national du Mali.





# Office central de Lutte contre l'Enrichissement illicite (OCLEI)

## Lutte contre la corruption : Quels sont les rôles et attributions de l'OCLEI ?

**L'ordonnance n° 2015 – 032 P-RM du 23 septembre 2015, portant création de l'office centrale de lutte contre l'enrichissement illicite en ses articles 4, 6 et 7, définit les missions et attributions de l'OCLEI.**

**Article 4 :** L'Office central de Lutte contre l'Enrichissement illicite a pour mission de mettre en oeuvre l'ensemble des mesures de prévention, de contrôle et de lutte envisagées au plan national, sous régional, régional et international contre l'enrichissement illicite.

A ce titre, il est chargé :

- d'assurer, dans le respect des compétences propres à chacune des structures concernées, une coopération efficace et la concertation des autorités nationales, directement ou indirectement concernées par la lutte contre l'enrichissement illicite ;
- de prendre communication des déclarations de biens aux fins d'exploitation ;
- de recevoir également toutes autres informations utiles nécessaires à l'accomplissement de sa mission, notamment celles communiquées par les organes de contrôle et d'inspection ainsi que les officiers de police judiciaire ;
- de demander aux assujettis ainsi qu'à toute autre personne physique ou morale, la communication des informations détenues par eux et susceptibles d'enrichir les éléments justifiant la saisine des autorités judiciaires compétentes ;
- d'effectuer ou de faire effectuer des études périodiques sur l'évolution des techniques utilisées aux fins d'enrichissement illicite ;
- de centraliser les informations nécessaires à la détection et à la prévention des faits d'enrichissement illicite ;
- d'animer et de coordonner, en tant que de besoin, aux

niveaux national et international, les moyens d'investigations dont disposent les administrations ou services pour la recherche des infractions induisant des obligations de déclaration ;

- d'émettre un avis sur la mise en oeuvre de la politique de l'Etat en matière de lutte contre l'enrichissement illicite et de proposer toutes réformes nécessaires au renforcement de l'efficacité de la lutte contre l'enrichissement illicite ;
- de susciter et de promouvoir au sein des institutions et des organismes publics et parapublics des mécanismes destinés à prévenir, détecter et faire réprimer l'enrichissement illicite ;
- d'évaluer périodiquement l'impact des stratégies et les performances atteintes ;
- de recommander toutes réformes, législative, réglementaire ou administrative, tendant à promouvoir la bonne gouvernance, y compris dans les transactions commerciales internationales ;
- de recevoir les réclamations, dénonciations et plaintes des personnes physiques ou morales se rapportant à des faits d'enrichissements illicites ;

**Article 6 :** Il entretient des relations de coopération avec les organismes nationaux et internationaux similaires intervenant dans le domaine de la lutte contre l'enrichissement illicite.

**Article 7 :** L'Office central de Lutte contre l'Enrichissement illicite adresse un rapport annuel d'évaluation des activités liées à la prévention et à la répression de l'enrichissement illicite au Président de la République.

## Kidal

# Le retrait des postes avancés de la Minusma à Kidal et l'accueil des éléments du BATFAR



**L**a Minusma, Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali, a récemment annoncé avoir terminé le retrait de ses troupes des postes avancés situés à Kidal. Cette décision fait suite à un plan de retrait préalablement communiqué aux autorités maliennes. Ces postes avancés étaient notamment destinés à soutenir le bataillon des Forces armées maliennes reconstitué (BATFAR) et à renforcer la sécurité dans la région.

Comme dans les autres camps, le retrait de la Minusma se fait simultanément avec l'occupation des FAMA. Le cas spécifique de Kidal s'explique par deux éléments importants : premièrement, Kidal est considéré comme le bastion des groupes armés qui s'opposent à la restitution des camps occupés par la Minusma aux FAMA ; deuxièmement, la présence des bataillons des forces armées reconstituées, qui comptent environ 111 éléments des FAMA. La réception de ces éléments par les

casques bleus de la Minusma sur place et leur sécurité sont extrêmement importantes pour la suite de la reconquête du reste du territoire national du Mali par les FAMA.

Le retrait des troupes de la Minusma à Kidal s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre de la demande des autorités maliennes au Conseil de Sécurité des Nations Unies de sa volonté du départ de ses casques bleus. Cette étape va permettre le regroupement des casques bleus dans le





camp de la Mission à Kidal en vue de leur rapatriement imminent dans leur pays respectif.

Dans un geste humanitaire, la Minusma a également accepté d'accueillir dans son camp de Kidal 111 éléments du BATFAR. Cette décision, prise en consultation avec les différentes parties prenantes, vise à garantir la sécurité et le bien-être de ces éléments dans un contexte sécuritaire complexe. Toutefois, c'est une mesure qui a fait polémique surtout sur les réseaux sociaux. Plusieurs Maliens ne comprennent pas pourquoi la Minusma a exigé que ces éléments du BATFAR abandonnent tous leurs équipements (armes lourdes et une centaine de véhicules, même les ustensiles de cuisine) alors que dans son communiqué, la Minusma précise que cette action, qu'elle appelle purement humanitaire, a été possible à la suite

d'une connotation avec les différentes parties.

La résolution 2690 adoptée le 30 juin 2023, suite à la demande des autorités maliennes, a marqué la fin du mandat de soutien de la Minusma à la mise en œuvre de l'Accord pour la paix et la réconciliation. Depuis lors, les efforts de la Mission se sont concentrés sur son retrait, conformément aux délais fixés par le Conseil de sécurité des Nations Unies.

La Minusma a entamé la deuxième phase de son plan de retrait le 1er septembre 2023. Au cours du mois d'octobre, la Mission prévoit la fermeture de trois camps, à savoir ceux de Douentza (dans le Centre), d'Aguelhok et de Tessalit (dans le Nord).

Malgré les circonstances sécuritaires,

logistiques et autres particulièrement difficiles, la Minusma et le Secrétariat des Nations Unies demeurent déterminés à réaliser le retrait dans les délais prévus, c'est-à-dire au plus tard le 31 décembre 2023. La sécurité du personnel de la Mission reste une priorité absolue dans cette opération.

Il est important de souligner que le retrait des avant-postes de la Minusma à Kidal et l'accueil des éléments du BATFAR dans le camp de la Mission sont des étapes cruciales dans le processus de transition et de stabilisation du Mali. Ces actions ont pour objectif de favoriser un environnement propice à la paix et à la réconciliation dans la région, en accord avec les objectifs de l'Accord d'Alger.

■ **Moctar Sow**

# Lutte contre l'épidémie de la dengue : Campagne de sensibilisation et de dépistage lancée



L'ONG Alliance médicale contre le paludisme santé population (AMCP-SP ALIMA) / The Alliance International Medical Action (ALIMA) a lancé une campagne de sensibilisation et de dépistage en réponse à l'épidémie de la dengue sur le site des déplacés de Senou, dans le district sanitaire de la commune V.

Les travaux de cette campagne de dépistage et de sensibilisation des populations ont été ouverts par le

Professeur Mamadou Diallo, Médecin chef du district sanitaire de la commune VI, en présence du Coordonnateur des chefs de quartiers de la commune VI, du représentant de l'OMS, des membres de l'ONG AMCP-SP/ALIMA et des populations déplacées du site.

Sur le site des déplacés, une équipe de désinfection a commencé à pulvériser des insecticides. L'objectif de cette campagne est de collecter des informations sur les cas de

dengue survenus dans la commune VI afin de prendre les mesures nécessaires pour contenir la maladie. Cette campagne permettra donc de décrire les caractéristiques individuelles des cas en termes de temps, de lieu et de personne, de rechercher activement des cas supplémentaires qui n'ont pas été signalés, de tenir à jour une liste des cas et des contacts, de discuter avec les autorités locales des mesures à prendre, de mener des actions de santé publique pour lutter contre la maladie et enfin de formu-

ler des recommandations pour les activités de surveillance à venir.

«La dengue est une nouvelle maladie au Mali qui ressemble beaucoup au paludisme, et le seul moyen de diagnostic est le dépistage, qui se fait à l'aide d'un test antigénique confirmant la présence de cette maladie. C'est une maladie virale et non parasitaire, et son traitement est symptomatique, il faut donc le traiter rapidement pour éviter les formes graves», a expliqué le Dr Mamadou Diallo, Médecin chef de la commune VI. Selon lui, cette maladie est transmise par des moustiques appelés «blanc-noir» qui piquent principalement pendant une certaine période et dans des zones herbeuses. Pour lutter contre cette maladie, il est recommandé de dormir sous une moustiquaire imprégnée et de procéder à la fumigation avec des fumées toxiques.

Le choix du site des déplacés de Sénou s'explique par le fait qu'il s'agit d'une population vulnérable qui mérite une attention particulière. Pendant 5 jours, toute la commune VI bénéficiera des mêmes activités de dépistage, de pulvérisation d'insecticides et de sensibilisation.

Il est à rappeler que depuis le 9 septembre 2023, le Mali a enregistré le

premier cas de contamination à la dengue, et l'enquête a permis de détecter d'autres cas positifs dans la commune VI. Depuis l'apparition des cas confirmés de dengue au Burkina Faso en 2023, le Mali a décidé de renforcer la surveillance des fièvres hémorragiques sur tout le territoire national. Selon le Dr Diakité Lahansina, coordinateur médical adjoint de l'ONG AMCP-SP/ALIMA, il était important pour leur organisation humanitaire d'aider le district face à cette épidémie de dengue. Il a déclaré que ce projet était mis en œuvre à Bamako et à Ségou, dans le district sanitaire de Niono, pour lutter contre cette maladie.

Le Dr José Pomme Porcieklé, au nom du représentant de l'OMS au Mali, a souligné l'importance accordée à la santé des populations maliennes grâce au lancement de cette campagne de sensibilisation et de dépistage. Il a ajouté que ce projet visait à renforcer les services de santé de base pour assurer une couverture santé universelle dans les zones les plus vulnérables des districts sanitaires de Ségou et Bamako au Mali.

Au 26 septembre 2023, plusieurs cas ont été signalés à CVI. Par conséquent, des équipes composées d'épidémiologistes, de cliniciens, de laborantins, d'hygiénistes et de

chauffeurs de la commune VI du district de Bamako ont décidé de mener une enquête sur ces cas afin de déterminer l'ampleur de l'épidémie et de mettre en place des mesures de prévention et de contrôle.

Cette campagne s'inscrit dans le cadre du projet «Promotion des services de santé de base garantissant une couverture santé universelle dans les zones les plus vulnérables des districts sanitaires de Bamako et Ségou au Mali», financé par l'Agence Espagnole pour la Coopération Internationale au Développement (AECID) et mis en œuvre par l'OMS en partenariat avec ALIMA, AMCP et le Ministère de la Santé.

La dengue est une fièvre d'origine virale causée par un arbovirus transmis par les moustiques *Aedes* (*Ae. aegypti* et *Ae. albopictus*). Il existe quatre types d'arbovirus responsables de la dengue, sérologiquement différents mais étroitement apparentés : le virus de la dengue (VDEN) 1, 2, 3 et 4, de la famille des Flaviviridae.

■ Binadjan Doumbia

## Célébration de la Journée internationale des filles : Ensemble pour la protection des femmes

Le Premier ministre, Dr Choquel Kokala Maïga, a présidé le mercredi 11 octobre 2023, la cérémonie officielle de commémoration de la Journée internationale des filles, au Centre international de conférence de Bamako. Cette cérémonie s'est déroulée en présence des membres du gouvernement, notamment le ministère de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille, ainsi que des représentants des organismes internatio-

naux accrédités au Mali. Le thème international de cette édition est : «Investir dans les droits des filles : notre leadership, notre bien-être». Notre pays a choisi le thème «Pour la refondation du Mali : les filles comptent !» compte tenu de la situation actuelle.

Il est important de rappeler que la Journée internationale des filles est célébrée chaque 11 octobre dans le monde entier. Elle a été instituée

par la Résolution 66/170 du 19 décembre 2011 de l'Assemblée générale des Nations unies. L'objectif de cette journée est de mettre en avant le rôle des filles dans le contexte de la refondation de l'État. En commémorant cette journée de manière remarquable dans notre pays, les autorités de la transition souhaitent accorder une attention particulière aux filles afin qu'elles puissent bénéficier de leurs droits.



Dans son discours d'ouverture, le Premier ministre, Dr Choguel Kokala Maïga, a salué les progrès réalisés par notre pays dans la protection des droits des filles. Il a souligné que les droits de l'homme en général, et ceux des filles en particulier, sont au cœur des priorités du gouvernement de transition. Selon lui, le thème de cette année correspond parfaitement aux objectifs du gouvernement de transition. En effet, lors des Assises Nationales de la Refondation (ANR), fortement soutenues par les forces vives de la nation, les droits et la défense des intérêts vitaux des citoyennes ont été réaffirmés avec vigueur. La refondation est un vaste chantier qui offre aux enfants, notamment aux filles, une opportunité de rompre avec les mauvaises pratiques et les mauvais comportements du passé, tout en

promouvant l'excellence, la transparence, la bonne gouvernance et les valeurs républicaines à travers le respect des principes de droit et de bonne conduite qui régissent notre État et notre société.

S'adressant aux enfants, le chef du gouvernement a énuméré leurs droits et les a invités à accomplir leurs devoirs de citoyens dans une nation en refondation. Chers enfants, en plus des droits fondamentaux qui vous sont accordés en tant qu'enfants, le code de protection de l'enfance vous impose également des devoirs envers vos parents, votre famille, la société, l'État et la communauté internationale. Vous devez également respecter la Constitution, les lois de la République et les valeurs de notre société qui constituent notre identité. Il est

important de respecter les droits, la réputation et l'honneur des autres, et de contribuer à préserver la morale publique et les bonnes mœurs, ainsi qu'à renforcer la solidarité et la cohésion sociale au sein de vos familles et de notre pays.

Il s'agit de développer le capital humain et de lutter contre les inégalités sociales pour une transformation profonde de notre système de gouvernance, en vue d'une véritable refondation de l'État. Il est à noter que plusieurs activités sont prévues pour favoriser l'émancipation des filles dans notre pays.

■ Ibrahim Sanogo

## Regain de tension dans le septentrion malien : Le problème avec la CMA

Le problème majeur avec la Cma, c'est qu'elle fait tout pour montrer qu'elle n'a pas renoncé à l'idée de l'indépendance de ce qu'elle appelle l'Awazad le quel, selon elle, s'étend jusqu'à Konna. Malgré la signature de l'Accord pour la paix et la réconciliation nationale, elle a continué de célébrer chaque année l'anniversaire de l'Indépendance de son état fantasmagorique qui n'est même pas reconnu par la majorité des populations qui y habitent.



**S**on opposition à la remise des emprises de la Minusma à l'Etat malien, le seul dont la souveraineté est reconnue sur ce territoire, est une autre grave erreur qu'elle commet en montrant qu'elle ne respecte pas l'accord qu'elle a pourtant signé. C'est difficile de comprendre pourquoi toutes ces violations de l'accord ne sont ni dénoncées par la Médiation internationale ni par ceux qui se disent garants de l'accord. C'est ce laxisme de leur part, pour ne pas dire autre chose, qui encourage la Cma à reprendre les armes contre

les Famas qui sont dans leur droit d'être présentes sur toute l'étendue du territoire national.

Comment peut-on dire que l'Etat du Mali, dès l'instant que l'accord reconnaît sa souveraineté, ne peut être présent sur une partie de son territoire? C'est juste inacceptable et une preuve que la Cma n'est pas de bonne foi. L'Etat malien a malgré tout été très patient en acceptant pendant toutes ces années de négocier son retour pour éviter toute confrontation avec les séparatistes

qui faisaient obstruction à sa présence dans certaines parties du territoire. Cette patience a tellement duré que les populations de la zone concernée se disent abandonnées par l'Etat. A cela s'ajoutent les critiques et reproches faisant passer le Mali comme un Etat failli qui ne contrôle pas plus de 60% de son territoire. Le plus déplorable c'est sans nul doute les difficiles conditions de vie des populations, au point qu'elles ne peuvent plus supporter la misère, la pauvreté et la précarité qui prévalent au Nord et au Centre du Mali à

cause de l'absence de l'Etat.

Pour défendre leur sécurité les Usa se déploient hors de leurs frontières C'est pour toutes ces raisons que le déploiement des Famas pour occuper les anciennes emprises de la Minusma est une question de sécurité nationale et de survie pour les populations. La sécurité nationale est une ligne rouge pour tous les pays souverains. Pour défendre leur sécurité nationale les Usa ou la Russie n'hésitent pas à se déployer, y compris hors de leurs frontières.

Toutes les tensions actuelles qui secouent le monde sont liées à la volonté des grandes puissances de défendre leur sécurité nationale à partir tout juste de soupçons d'une menace quelconque.

Pourquoi alors demander au Mali de renoncer à son droit de se protéger

à l'intérieur de ses frontières et d'y faire régner la paix et la sécurité, toute chose nécessaire à son développement et au bonheur et à la prospérité des Maliens ?

Comment les Famas, dont tout le monde reconnaît que c'est leur responsabilité de lutter contre le terrorisme national et international, qui opèrent à l'intérieur de nos frontières, peuvent-elles gagner la guerre contre le terrorisme si certains groupes armés pour des raisons égoïstes et personnelles les empêchent de se déployer librement et conformément aux stratégies et tactiques de guerre qu'il faut ?

De tout ce qui précède, il apparaît que la reprise des anciennes emprises de la Minusma par les Famas est une décision qui est juste et conforme au droit international et que, par ailleurs, la lutte qu'elles

mènent contre le terrorisme national et international est une bonne cause qui est non seulement bénéfique pour le Mali mais aussi pour la sous-région et pour tous les pays du monde qui sont sous la menace de ces monstres de terroristes et fous de Dieu. Les pays qui veulent œuvrer pour la sécurité et la paix dans le monde doivent en conséquence, et en dehors de toute considération géopolitique et stratégique, apporter leur soutien indéfectible au vaillant peuple du Mali qui est en train de se sacrifier en guise de contribution pour que toute l'humanité vive en paix.

L'histoire de l'humanité retiendra un jour sans aucun doute la dignité et la bravoure de notre peuple.

■ **Arouna Niang, ancien ministre**  
Le Challenger

## Kidal: La reconquête en marche ?

**Partie de Gao le 2 octobre dernier, la colonne militaire des Forces armées maliennes (FAMa), en route vers Kidal, poursuit son avancée. Alors qu'elle a repris le contrôle de la ville d'Anefis, à environ 112 km de Kidal, le 7 octobre, l'armée malienne est plus que jamais tournée vers la reconquête de ce bastion des ex-rebelles de la CMA, hors de contrôle de Bamako depuis plus d'une décennie.**

**L**e calme avant la tempête. Après d'intenses combats les 4, 5 et 6 octobre, les forces armées maliennes, appuyées par des Russes, ont pris le contrôle le 7 octobre de la localité d'Anefis, une ville stratégique qui permet d'accéder à Tessalit, Aguelhoc et Kidal. La colonne des FAMa, qui a quitté Gao le 2 octobre vers la région de Kidal, a été la cible de plusieurs attaques de groupes terroristes. Depuis la reprise des hostilités avec la CMA, les autorités de la Transition ainsi que l'armée emploient indistinctement le terme « terroristes » pour désigner les ennemis qu'elles combattent. Selon

des sources crédibles, les combats entre les FAMa et la CMA, appuyée par des éléments de GATIA fidèles à Fahad Ag Almahmoud, ont causé de nombreux morts et dégâts. Aucune des parties n'a communiqué le bilan de ses pertes. La colonne, composée de véhicules blindés et pick-up, plus d'une centaine, escortés par des avions et des drones, a finalement eu raison de la résistance des groupes armés grâce à l'apport des vecteurs aériens. Le terrain plat et dégagé favorisait les frappes et offrait peu de possibilités aux assaillants de se couvrir. Désavantagés par le terrain et alors que

leurs pertes s'accumulaient, ils ont été contraints d'abandonner Anefis. « Aujourd'hui, l'armée malienne occupe Anefis et ses alentours. La situation sécuritaire est sous contrôle mais reste toujours imprévisible », a confié dans la foulée un officier à la télévision nationale. Selon certaines sources, Fahad Ag Almahmoud et ses hommes sont principalement stationnés aux alentours d'Anefis avec quelques éléments de la CMA. Le reste des troupes est replié sur la ville de Kidal, ainsi qu'à Aguelhoc et à Tessalit. En prévision de la reprise des hostilités, plusieurs combattants venus de Libye sont venus se joindre



à la CMA. Ils ont apporté avec eux plusieurs armes, dont des missiles sol-air pour tenter d'abattre les avions des FAMA.

### Objectif Kidal

Si l'objectif final reste l'occupation de l'emprise de la MINUSMA dans la ville de Kidal, programmée pour novembre, les FAMA doivent aussi, selon le calendrier, prendre possession des emprises de la mission onusienne à Aguelhoc et à Tessalit. Du fait de la situation sécuritaire précaire, les acteurs, aussi bien gouvernementaux que de la MINUSMA, se gardent de donner une date précise pour la reprise de ces camps. La seule certitude qui semble partagée est que la MINUSMA va achever son retrait le 31 décembre 2023. En attendant, les différentes forces se préparent. « La CMA, qui a attaqué plusieurs camps le mois dernier (Bourem, Léré, Bamba, Dioura...), ne peut se permettre de perdre ses positions à Kidal », confie un analyste qui a requis l'anonymat. De leur côté,

les autorités de la Transition, qui pourraient faire face à une contestation suite au report de la présidentielle, ont grandement besoin du gain politique que leur apporterait la prise des bastions de la rébellion, qui cristallise l'attention de beaucoup de Maliens. Selon des observateurs, de nouvelles batailles sanglantes et coûteuses s'annoncent. D'autant que se trouvent aussi dans cette zone les terroristes du JNIM, dont la collusion avec la CMA a été rapporté par de nombreuses sources, qui prendront certainement part aux différentes batailles. L'environnement devrait leur être favorable, notamment dans l'Adrar du Tigharghar, une montagne située entre Kidal et Tessalit qui a servi de sanctuaire aux terroristes d'Al Qaïda et d'Ansar Eddine en 2012, et qui est une cachette parfaite pour tendre des embuscades et prendre à revers une unité de combat.

### Panique à Kidal ?

En attendant, des sources rap-

portent une certaine panique dans la ville de Kidal. Les habitants redoutent l'offensive. Beaucoup d'entre eux, qui s'étaient habitués à la non présence de l'État malien, plient bagage en direction de Tin-zawatene, à la frontière avec l'Algérie, ou de Bordj Badji Moctar, sur le territoire algérien. C'est dans cette situation tendue que la composante FAMA et celle de la Plateforme des mouvements du 14 juin d'Alger du Bataillon des Forces armées reconstituées a quitté le 10 octobre le Camp 1 de Kidal pour celui de la MINUSMA. Le camp est depuis occupé exclusivement par la CMA. La MINUSMA précise qu'elle n'a pas évacué les 110 éléments mais qu'ils sont « venus » d'eux-mêmes. Rappelons qu'en février 2020, la première compagnie du Bataillon reconstitué de l'armée malienne (BAFTAR) est arrivée à Kidal. Depuis lors, cette armée, cantonnée dans son camp, n'a pas pu mener d'opérations.

■ Journal du Mali



**Aidez-nous à lutter  
contre le Terrorisme  
Contactez le Centre  
d'appel « DÈMÉSÔ »**



**APPEL  
GRATUIT**

**80001120  
80001122**



**+223 98-17-36-45  
+223 98-17-36-75**



**HALTE AU  
TERRORISME  
AU MALI**



## Enjeux et défis d'une éducation inclusive dans la commune de Misseni : Rôles des acteurs pour une éducation de qualité



C'est à Misseni, dans le cercle de Kadiolo, que les habitants de la région ont organisé une conférence-débat sur l'éducation. À cette occasion, Adama Traoré, lui-même acteur de l'éducation et homme politique occupant le poste de secrétaire général du PACP (Parti pour l'Action Civique et Patriotique), a prononcé un discours mémorable. Ce parti est bien connu des habitants du cercle de Kadiolo grâce aux actions de son président d'honneur, l'ambassadeur Yeah Sa-maké.

Dans son introduction, Monsieur Adama Traoré a exprimé sa gratitude envers les participants pour leur présence malgré leurs multiples occupations, ce qui témoigne de l'intérêt porté à ce thème crucial. Il a rappelé que l'éducation est un droit fondamental reconnu par la constitution malienne et que le pays s'est engagé à offrir une éducation de qualité pour tous.

Le Mali a entrepris une réforme de son système éducatif dès son indépendance, avec pour objectif une éducation de masse et de

qualité pour tous. Des efforts considérables ont été déployés en termes d'infrastructures, de recrutement du personnel enseignant et de réformes visant à rendre l'école inclusive. Ces efforts ont permis d'enregistrer des progrès notables en termes de taux de scolarisation.

Cependant, malgré ces avancées, de nombreux défis subsistent. Une partie importante de la population, notamment les filles, les enfants en situation de handicap et les plus démunis, est encore exclue

de l'éducation. Les demandes d'éducation restent insatisfaites et des disparités persistent entre les zones rurales et urbaines.

La qualité de l'éducation est également une préoccupation majeure. De nombreux élèves ne maîtrisent pas les fondamentaux et le taux d'alphabétisation des adultes progresse très lentement. Il est donc essentiel de mettre en place des actions concrètes pour améliorer la qualité de l'éducation.

Dans la région de Sikasso, où se trouve Misseni, ces problèmes et défis sont également présents. Malgré les progrès réalisés, l'accès à l'éducation reste limité pour de nombreux enfants, en particulier les filles, les plus démunis et les enfants en situation de handicap.

La conférence-débat a réuni les acteurs de l'éducation tels que le maire de la commune de Misseni, le directeur de l'Académie d'Enseignement, le directeur du Centre d'Animation Pédagogique, ainsi que les membres de l'administration scolaire, les enseignants et les élèves et étudiants présents.

Les différents intervenants ont échangé sur les mesures à prendre pour promouvoir une éducation inclusive et de qualité dans la commune de Misseni. Parmi les mesures envisagées, on peut mentionner la construction d'infrastructures scolaires adaptées, le renforcement du recrutement et de la formation des enseignants, la sensibilisation des familles à l'importance de l'éducation, ainsi que la mise en place de programmes spécifiques pour les enfants en situation de handicap.

Cette conférence-débat a permis de mettre en lumière les défis auxquels l'éducation est confrontée dans la commune de Misseni, mais aussi de proposer des solutions concrètes pour améliorer la situation. Les acteurs de l'éducation ont exprimé leur engagement à travailler ensemble afin de garantir une



éducation inclusive et de qualité pour tous les enfants de la commune.

En conclusion, la conférence-débat sur l'éducation à Misseni a mis en évidence les enjeux et les défis d'une éducation inclusive dans cette commune. Les acteurs de l'éducation ont pris conscience des obstacles à surmonter et ont proposé des actions concrètes pour y remédier. Il est essentiel que tous les acteurs continuent de travailler ensemble afin d'assurer une éducation de qualité pour tous les enfants de Misseni.

L'éducation inclusive vise à garantir que tous les élèves, quel que soit leur handicap ou leurs besoins spécifiques, aient accès à une éducation de qualité. Elle reconnaît que tous les enfants peuvent apprendre, qu'ils vivent dans des situations précaires, qu'ils soient des filles, des membres de minorités ethniques, issus de familles défavorisées, nomades, déplacés en raison de conflits ou de catastrophes, atteints du VIH/sida ou handicapés.

L'éducation inclusive reconnaît et respecte les différences entre

les enfants, vise à assurer l'égalité des droits, permet aux enfants handicapés ou non d'apprendre ensemble, permet aux structures, systèmes et méthodes d'éducation de répondre aux besoins de tous les enfants et tient compte des besoins individuels de chacun. Elle est indispensable pour parvenir à une éducation de qualité pour tous.

Dans la commune de Misseni, en particulier dans les zones rurales du Mali, l'exclusion scolaire est répandue. L'accès à l'éducation reste limité pour de nombreux enfants, en particulier ceux vivant dans les zones rurales et les communautés marginalisées, tels que les filles, les enfants issus de familles défavorisées et les enfants en situation de handicap.

Plusieurs obstacles entravent la

réalisation de l'éducation inclusive. Parmi les obstacles fréquents, on trouve le manque d'infrastructures scolaires adéquates, le manque de ressources financières, le manque de sensibilisation et de formation des enseignants aux besoins spécifiques des enfants, les préjugés et la discrimination envers les enfants handicapés, ainsi que les barrières culturelles et sociales qui peuvent limiter l'accès à l'éducation pour certains groupes d'enfants.

Les principaux acteurs concernés par ce phénomène sont les autorités éducatives, les enseignants, les parents, les membres de la communauté, les organisations non gouvernementales et les partenaires internationaux. Tous les acteurs ont un rôle à jouer dans la promotion de l'éducation

inclusive en fournissant des ressources adéquates, en sensibilisant sur l'importance de l'éducation pour tous, en facilitant l'accès aux services éducatifs et en luttant contre la discrimination et les préjugés.

Pour assurer une éducation de qualité à tous les apprenants, il est nécessaire de prendre plusieurs mesures et actions. Cela pourrait inclure l'investissement dans la construction d'infrastructures scolaires adéquates, l'allocation de ressources financières suffisantes pour les écoles, la formation des enseignants sur l'éducation inclusive, la sensibilisation des parents et des communautés sur l'importance de l'éducation pour tous, la mise en place de politiques et de législations favorables à l'inclusion scolaire, ainsi que la



collaboration entre les différents acteurs impliqués.

En conclusion, l'éducation inclusive est essentielle pour assurer l'égalité des droits à l'éducation pour tous les enfants, indépendamment de leur handicap ou de leurs besoins spécifiques. Cependant, dans la commune de Messeni et dans les zones rurales du Mali, l'accès à une éducation inclusive reste limité en raison de divers obstacles. C'est pourquoi il est crucial que les acteurs concernés agissent ensemble pour surmonter ces obstacles et garantir une éducation de qualité pour tous les apprenants.

Selon une étude récente de l'UNICEF et de l'ISU (2014), au Mali, il y a 1 225 117 enfants en âge d'être au primaire et 534 696 enfants en âge d'être au 1er cycle du secondaire qui sont exclus de l'école. En plus de ces non scolarisés, il y a 573 627 enfants risquant l'exclusion au primaire et 109 152 au 1er cycle du secondaire. Cette rétention d'élèves à l'école pose de nombreux problèmes, notamment en termes de qualité de l'éducation.

L'éducation inclusive au Mali fait face à plusieurs enjeux et défis importants. Voici quelques-uns des principaux :

**1. Manque de ressources :** Le système éducatif malien souffre d'un manque de ressources financières, humaines et matérielles nécessaires pour mettre en œuvre des programmes d'éducation inclusive de qualité.

**2. Sensibilisation et formation :** Il y a un manque de sensibilisation et de formation parmi les enseignants, les familles et la société en général sur les questions liées à l'éducation inclusive. Il est essentiel de sensibiliser tous les acteurs concernés et de leur fournir les connaissances et les compétences nécessaires pour favoriser l'inclusion des enfants.

**3. Barrières culturelles et sociales**



: Les normes culturelles et sociales peuvent constituer des obstacles à l'inclusion des enfants en situation de handicap. La stigmatisation et la discrimination persistent souvent, empêchant ainsi ces enfants de participer pleinement à la société.

**4. Manque d'infrastructures adaptées :** Les écoles au Mali ne sont souvent pas équipées pour accueillir des élèves en situation de handicap. Il est essentiel de mettre en place des infrastructures adaptées, telles que des rampes d'accès et des salles de classe accessibles.

**5. Insuffisance de soutien spécialisé :** Les élèves en situation de handicap ont souvent besoin d'un soutien spécialisé pour réussir à l'école. Cela peut inclure des enseignants spécialisés, des services de réadaptation, des technologies d'assistance, etc.

**6. Coordination et planification :** Une coordination insuffisante entre les différentes parties

prenantes, notamment le gouvernement, les organisations de la société civile et les agences internationales, peut entraver les progrès en matière d'éducation inclusive.

**7. Contexte sécuritaire :** Le Mali a connu des troubles politiques et des conflits armés, ce qui a eu un impact négatif sur l'accès à l'éducation, en particulier dans les zones touchées par ces conflits.

Face à cette situation, différents acteurs sont appelés à agir. Parmi les principaux acteurs et partenaires, on peut citer l'Académie d'Enseignement (AE) au niveau régional, le Centre d'Animation Pédagogique (CAP) au niveau communal, les mairies, l'administration de l'école et les Comités de Gestion Scolaire (CGS). Il est essentiel que tous les acteurs se mobilisent et collaborent pour améliorer l'accès à une éducation inclusive de qualité au Mali.

Pour assurer une éducation de qualité pour tous les apprenants, il est essentiel de mettre en place

des actions et des mesures qui favorisent l'inclusion scolaire et sociale. Cela nécessite la collaboration et le partenariat entre différents acteurs éducatifs, spécialisés et communautaires. Voici les rôles potentiels des partenaires mentionnés dans votre requête :

## 1. Les élèves :

- Identifier les enfants non scolarisés et contribuer à leur intégration scolaire et sociale.
- Sensibiliser leurs camarades de classe à l'éducation inclusive.
- Participer à des activités éducatives par les pairs, telles que le tutorat et le soutien mutuel.

## 2. Les parents :

- Les parents ont la responsabilité légale de répondre aux besoins primaires et secondaires de leurs enfants, tels que l'alimentation, l'hébergement, l'habillement, la santé, l'hygiène, la sécurité et l'éducation.
- Les parents doivent suivre la scolarisation de leurs enfants et les soutenir dans leur réussite.

## 3. Les enseignants :

- Les enseignants peuvent partager leurs expériences entre les écoles.
- Ils peuvent attirer l'attention du Comité de Gestion d'écoles (COGES) sur des problématiques spécifiques en passant par le directeur d'école ou le représentant des enseignants.
- Ils peuvent exprimer leurs besoins en termes d'appui et de formation aux encadreurs pédagogiques, et solliciter l'aide de professionnels spécialisés.
- Les enseignants peuvent sensibiliser les parents et les élèves de leur classe à l'éducation inclusive.

- Ils peuvent effectuer des visites à domicile dans le cadre du suivi des enfants.

## 4. Le directeur de l'école :

- Le directeur joue un rôle clé en tant que premier responsable de l'école. Il doit montrer l'exemple en s'engageant pleinement pour l'éducation inclusive.- Le directeur apporte un soutien constant à son équipe en l'accompagnant, l'encourageant et l'aidant à résoudre les problèmes pédagogiques ou sociaux.

## 5. L'Association des Parents d'Elèves (APE) et l'Association des Mères Educatrices (AME) :

- Ces associations ont une grande responsabilité dans la sensibilisation et la mobilisation sociale des parents en faveur de l'éducation inclusive.

## 6. Le Comité de Gestion d'écoles (COGES) :

- Le COGES est chargé de la bonne gestion de l'école, y compris des infrastructures, des équipements et des ressources financières.
- Chaque année, il élabore un plan d'action qui doit inclure des activités favorisant l'inclusion scolaire et sociale des enfants. Cela peut inclure le recensement, la sensibilisation, les réunions périodiques entre parents et enseignants, les visites à domicile et le suivi scolaire.

## 7. Les autorités communales, administratives, coutumières et religieuses :

- Ces autorités ont un rôle important à jouer dans la promotion de l'éducation inclusive et la mobilisation de la communauté en faveur de cette cause.

En travaillant ensemble, ces différents acteurs peuvent contribuer à la mise en place d'une

éducation de qualité pour tous les apprenants, en garantissant leur inclusion scolaire et sociale. Les autorités locales et administratives telles que le maire, ses conseillers et le préfet jouent un rôle essentiel au niveau de la commune et du département. Ils sont responsables de la gestion et du financement des infrastructures et matériels scolaires. De plus, ils sont habilités à délivrer des actes légaux tels que les actes de naissance nécessaires à l'inscription des enfants à l'école.

Les autorités coutumières et religieuses, quant à elles, sont des leaders d'opinion dans les quartiers et les villages. Elles exercent une influence importante sur les mentalités au sein des communautés. Elles peuvent jouer un rôle majeur dans le recensement, l'inscription et le soutien des enfants handicapés, ainsi que dans la défense du droit à l'éducation pour tous.

Les Organisations Non Gouvernementales (ONG) et les associations interviennent également pour favoriser l'inclusion scolaire et sociale des enfants. Elles peuvent fournir des fournitures scolaires aux enfants, des aides techniques aux enfants ayant des déficiences, faciliter l'accès aux soins médicaux, améliorer l'alimentation à travers les cantines scolaires, former les enseignants et les parents, réaménager ou construire des infrastructures adaptées, sensibiliser la communauté et mener des plaidoyers auprès des décideurs et leaders d'opinion.

Il est essentiel pour chaque société de s'efforcer d'éliminer les obstacles à l'éducation des enfants, car elle est d'une importance capitale pour l'ensemble de la communauté. L'éducation inclusive est un droit fondamental pour tous les enfants et sa promotion contribuera à une société plus équitable et inclusive au Mali. C'est seulement ainsi que le développement souhaité par tous pourra être réalisé.

**La rédaction**

# Fichier électoral et élections présidentielles au Mali

## Les mises en garde du PR. Clément Dembélé

Dans une récente analyse du discours du professeur Clément Dembélé, des préoccupations cruciales ont été soulevées concernant les élections présidentielles au Mali, avec un accent particulier sur la question du fichier électoral. Le professeur Dembélé a mis en évidence plusieurs points essentiels qui méritent une attention sérieuse de la part des autorités maliennes et de la communauté internationale.

**P**roblèmes historiques liés au fichier électoral : Le professeur Clément Dembélé a rappelé les problèmes historiques liés au fichier électoral au Mali, soulignant qu'il avait été une source de conflits politiques par le passé. Il a notamment mentionné les tensions entre l'ancien président IBK et ses opposants, dont Soumaïla Cissé et le mouvement M5-RFP. Ces tensions ont atteint leur paroxysme, contribuant même à un coup d'État. Cette histoire tumultueuse montre que le fichier électoral est un élément sensible de la politique malienne, avec le potentiel de déstabiliser le pays.

Méfiance envers le fichier électoral actuel : Le professeur Dembélé a exprimé une profonde méfiance envers le fichier électoral actuellement en vigueur. Selon lui, ce fichier est truffé d'erreurs, allant même jusqu'à évoquer des cas de personnes figurant dans le fichier qui seraient plus âgées que leurs grands-parents. Une telle critique remet en question l'intégrité et la fiabilité du fichier électoral, jetant un doute sérieux sur sa capacité à garantir des élections justes et équitables.

Lien entre élections truquées, corruption politique et soulèvement populaire : Le professeur Dembélé a établi un lien significatif entre les



élections truquées, la corruption politique et le soulèvement populaire qui a renversé le régime d'IBK. Il suggère que des élections truquées et la corruption politique ont alimenté un mécontentement généralisé au sein de la population malienne, entraînant finalement un soulèvement massif contre le régime en place. Ce constat souligne l'importance de garantir des élections libres et équitables pour maintenir la stabilité politique dans le pays.

le professeur Dembélé Appel à

ne pas participer aux élections avec un mauvais fichier : Dans un avertissement grave, le Pr. Clément Dembélé appelle les citoyens maliens à ne pas participer aux élections présidentielles si elles devaient avoir lieu avec le fichier électoral actuel, qu'il considère comme défectueux. Il met en garde contre le risque de voir le pays plonger dans une nouvelle crise post-électorale si de telles élections étaient organisées. Cet appel résonne comme un cri d'alarme pour prévenir de potentielles

conséquences néfastes.

Les préoccupations du Pr. Clément Dembélé quant au fichier électoral et à la tenue des élections présidentielles au Mali ne sauraient être ignorées. L'histoire mouvementée du fichier électoral et les erreurs alléguées

dans sa mise à jour actuelle soulèvent des questions cruciales sur l'intégrité du processus électoral. Il est impératif que les autorités maliennes prennent en compte ces inquiétudes pour éviter une nouvelle crise politique et assurer la stabilité du pays. La communauté internationale

devrait également suivre de près l'évolution de la situation au Mali et soutenir les efforts visant à garantir des élections transparentes et équitables.

**Moïse Touré**

Source : Bamada.net

## Opposition à la transition : Pourquoi Kaoural a rejoint l'appel du 20 février

**L'association Kaoural renouveau international a décidé, le samedi dernier, de faire partie des membres du mouvement politique appel 20 du février. Dans sa déclaration dont nous avons reçu copie, Kaoural renouveau international justifie cette décision au regard des différents problèmes auxquels la transition peine à trouver des solutions depuis près de trois ans.**

L'association Kaoural Renouveau International a tenu à son siège sis à Lafiabougou, le samedi 7 octobre, une réunion extraordinaire avec au menu de l'ordre du jour : la situation du Mali depuis le 18 août 2020 jusqu'à nos jours.

Lors de cette réunion, l'association Kaoural réaffirme sa rupture, dans une déclaration dont nous avons copie, avec les autorités après avoir dressé un bilan mitigé de la transition.

« Nous constatons que depuis son arrivée en août 2020 jusqu'à maintenant, la transition qui est censé apporter le changement pour le bien-être du peuple malien ne fait qu'enfoncer le pays dans une spirale de problèmes », indique le document signé par le président de Kaoural, El Hadj Oumar Abdou TOURÉ.

Selon lui, l'espoir d'un changement, d'un nouveau départ a été galvaudé si bien que certaines pratiques contre lesquelles le peuple malien dans sa majorité s'était mobilisé sous IBK perdurent encore. Aussi grave, la liberté d'expression qui est l'un des acquis de la révolution de mars 1991 dans notre pays est

également menacée, a dénoncé Kaoural dans sa déclaration.

« Le peuple a voulu une transition pour mettre fin à la vie chère. Mais ce n'est pas le cas actuellement au Mali. Du carburant, au transport en passant par les denrées alimentaires, tout a augmenté et continue d'augmenter de jour en jour », indique le document, regrettant par ailleurs que l'accès à l'électricité soit un luxe dans notre pays.

Sur le plan sécuritaire, c'est le même constat funeste pour l'association Kaoural Renouveau International qui estime que l'insécurité a gagné du terrain sur toute l'étendue du territoire. Cette situation est illustrée, cite Kaoural dans sa déclaration, par une série « d'enlèvements, des disparitions sans suite » ainsi que la fermeture des écoles laissant des milliers d'enfants avec un avenir incertain.

Si l'équipement des FAMA est à saluer par une frange importante de la population, l'association Kaoural suscite le débat sur le coût de ces opérations.

« Nous constatons aussi que jusqu'à présent aucun prix des engins de combats achetés par

la transition n'a été rendu public. Pourtant nous avons dénoncé cette pratique qui frôle la surfacturation, le favoritisme, sous l'ancien régime », a-t-elle décrié.

Également dans sa note, Kaoural Renouveau International s'est prononcé sur le "léger report" de l'organisation de la présidentielle en février 2024 en vue du retour à l'ordre constitutionnel.

L'association dénonce qu'au lieu de penser à organiser rapidement les élections pour que le pays revienne dans un ordre constitutionnel, les autorités « s'entêtent à encore proroger la Transition pour leurs intérêts personnels, enfonçant le Mali dans un chaos fermant ainsi les portes de toutes les opportunités de sortie de crise multidimensionnelle dans laquelle se trouve notre pays le Mali ».

C'est au regard de ces faits que le regroupement a décidé d'unir sa force à celle du « MOUVEMENT DU 20 FÉVRIER », en vue trouver des solutions rapides à ces problèmes afin que le Mali dont rêvent tous les Maliens soit enfin une réalité.

**PARSIKOU BAH**

Info Matin



Abonnez-vous à votre journal numérique

# Malikilé

pour recevoir les dernières informations

Whatsapp:70 44 22 23 - Mail:@gmail.com

Site:www.malikile.com



# L'infertilité chez la femme : Dr. Coulibaly Oumou Sidibé explique les principales causes

**L'infertilité est « l'incapacité pour une femme d'obtenir une grossesse ou un couple de mener une gestation à terme ». Au Mali, le phénomène est un problème de santé publique.**

**P**our en savoir davantage, nous avons rencontré Dr. Coulibaly Oumou Sidibé, spécialiste en santé sexuelle et reproductive des adolescents et des jeunes (SSAJ), qui a bien voulu nous expliquer les causes de ce phénomène qui est considéré dans notre société comme « un drame ».

Selon Dr. Coulibaly, l'infertilité demeure la cause de plusieurs problèmes dans un foyer et surtout chez les jeunes couples. Or, soutient-elle, « le phénomène peut provenir chez la femme comme chez l'homme. Généralement, 30% des femmes sont dans cette situation ».

L'une des causes de la stérilité chez la femme peut subvenir dès le bas-âge.

« D'abord, il faut que le corps de la jeune fille soit apte à concevoir, c'est-à-dire avoir des hormones pour la conception d'une grossesse. Aussi, il faut que les cellules reproductrices chez l'homme et la femme soient de bonne qualité et en quantité également. L'âge aussi est un facteur déterminant sur la fécondité d'une femme. C'est-à-dire, à un âge moins avancé ou à un âge avancé, la femme peut avoir des complications pour avoir un enfant.

La fertilité de la femme est à son maximum de 20 à 30 ans et à 35 ans déjà, elle ne dispose que peu de ses réserves ovariennes », a expliqué Dr Coulibaly Oumou Sidibé.

Aussi, a-t-elle fait savoir : « On peut parler de l'infertilité chez une femme dans un couple, lorsqu'au bout de 12 à 18 mois, voire 2 ans, en l'absence des moyens de contraception ».

D'autres causes, selon Dr Coulibaly



Oumou Sidibé, peuvent freiner la fertilité chez la femme. « Il s'agit notamment des infections sexuellement transmissibles, les fibromes ou kystes ou encore les myomes, les anomalies morphologiques chez les femmes en âge de procréer.

Le tabac, l'alcool, l'obésité, la pollution, le stress, l'anxiété sont autant de facteurs qui jouent sur la fécondité chez la femme ainsi que l'homme », indique la spécialiste.

Cependant, souligne-t-elle, « les hommes ont une part de responsabilité pour la procréation dans un couple ».

En tout état de cause, pour Dr. Coulibaly Oumou Sidibé, pour avoir un traitement efficace, le conseil d'un spécialiste en la matière est recommandé pour l'homme et la femme.

En tout cas, dans la société malienne, le phénomène de l'infertilité à des répercussions sur les couples et particulièrement sur la femme qui, généralement, est traitée de tous les noms. Certains parents vont jusqu'à obliger leurs fils à épouser une seconde femme. Alors que le problème peut être du côté de l'homme.

**Source : l'Indicateur du Renouveau**

## Gabon :

# L'ex-Première Dame Sylvia Bongo incarcérée



L'ancienne première dame gabonaise, Sylvia Bongo Ondimba Valentin, a été placée en détention provisoire et incarcérée à la prison centrale de Libreville. Cette décision fait suite à une confrontation entre Sylvia Bongo et Brice Laccruche Alihanga, ancien directeur de cabinet du président déchu Ali Bongo Ondimba. L'incarcération est liée à des accusations de détournement de fonds publics et de blanchiment d'argent. Cet article examine les détails entourant cette affaire et les implications pour l'ancien régime au Gabon.

Sylvia Bongo Ondimba Valentin, épouse franco-gabonaise d'Ali Bongo Ondimba, a comparu devant

un juge d'instruction la semaine dernière. Cette comparution faisait suite à une opération anti-corrup-tion menée par l'ancien régime, au cours de laquelle Brice Laccruche Alihanga avait été arrêté et incarcéré en octobre 2021.

À la suite de la confrontation entre Sylvia Bongo et Brice Laccruche Alihanga, l'ancienne première dame a été placée en détention provisoire et conduite à la prison centrale de Libreville. Elle est accusée de détournement de fonds publics et de blanchiment d'argent, des infractions qui auraient impliqué plusieurs milliards de FCFA selon l'avocat de Brice Laccruche Alihanga, Me Anges Kevin Nzighou.

Selon des sources militaires, Sylvia Bongo et son fils, Nouredin Bongo Valentin, auraient exercé une influence démesurée sur Ali Bongo, notamment depuis son AVC. Ils auraient falsifié sa signature et donné des ordres en son nom. De plus, ils sont accusés d'avoir détourné des fonds, blanchi de l'argent et pratiqué la corruption. Nouredin Bongo Valentin, considéré comme le successeur potentiel de son père à la tête du Gabon, a été arrêté en septembre et incarcéré à la prison centrale de Libreville.

Cette affaire n'est pas la première fois que Sylvia Bongo est confrontée à la justice gabonaise. En septembre dernier, elle avait été incul-

pée de blanchiment d'argent, recel, faux et usage de faux. De plus, l'armée gabonaise l'accuse, ainsi que son fils, d'avoir manipulé Ali Bongo et d'avoir causé des préjudices importants au pays.

L'incarcération de l'ancienne première dame gabonaise, Sylvia Bongo Ondimba Valentin, marque un nouveau développement dans l'affaire de corruption qui secoue le Gabon. Les accusations de détournement de fonds publics et de blanchiment d'argent pèsent lourdement sur elle, ainsi que sur son fils Noureddin Bongo Valentin. Cette affaire soulève des questions sur la gouvernance passée du pays et met en évidence l'importance de lutter contre la corruption et le détournement de fonds publics. Les développements ultérieurs dans cette affaire seront suivis de près, car ils pourraient avoir des répercussions significatives sur le pays et son avenir politique. Le 30 août dernier, un groupe de militaires dirigés par le général Brice Oligui Nguema a renversé le président Ali Bongo au Gabon. Cela s'est produit peu de temps après que le président Bongo a revendiqué sa victoire à l'élection présidentielle du 26 août. Le général Oligui Nguema a ensuite prêté serment en tant que président de la transition devant les membres de la Cour constitutionnelle.

Ce coup d'État militaire a entraîné un changement de pouvoir au Gabon. Le président Ali Bongo, dont la victoire à l'élection présidentielle était contestée non seulement par



son rival, mais aussi par une grande partie du peuple, a été écarté du pouvoir par le général Oligui Nguema et ses partisans. Le général Oligui Nguema a assumé le rôle de président de la transition, prenant ainsi les rênes du pays.

Il convient de noter que bien que cette prise de pouvoir par les militaires soit considérée comme un acte illégal et contraire aux principes démocratiques, elle n'a pratiquement pas été condamnée.

Seules quelques condamnations de principe ont été annoncées par quelques gouvernements et organisations internationales, qui ont appelé au rétablissement de l'ordre constitutionnel et à la tenue d'élections libres et équitables.

Depuis ce putsch, la famille ou le clan Bongo fait face à un interminable calvaire judiciaire.

**Karamoko B Keita**

## Les africains à la rue : Avec le séisme, le Maroc mal loti

**Certains pays d'Afrique continuent d'affronter de graves problèmes de logement en 2023, comme le montre les dernières données du world population review. Le Nigeria est le pays le plus mal loti.**

**U**n fléau toujours présent. Si l'Afrique poursuit son développement, le problème des sans-abris persiste dans de nom-

breux pays du continent, à en croire les données du World Population Review. Des Africains se retrouvent sans domicile, vivants dans la rue

ou dans des lieux non prévus pour l'habitation.

Le facteur économique n'explique pas à lui seul la proportion des sans-



abris. La preuve, le pays qui compte le plus de sans-abris en Afrique est aussi l'une des locomotives du continent. Le Nigeria est en effet en tête de ce classement peu glorieux, avec 24,4 millions de sans-abris. Il connaît notamment d'importants mouvements de populations et des processus de gentrification, qui rendent les logements plus chers et moins accessibles.

« Le Nigeria n'est pas aussi pauvre qu'on pourrait le penser, le pays recèle de nombreuses ressources. Une partie du problème est due à l'accès à la richesse, parfois exploitée par d'autres pays. [...] En raison de sa grande taille, le Nigeria connaît aussi des mouvements massifs d'immigration et d'émigration, qui entraînent des

changements de propriétaires de logements. Cela signifie qu'une gentrification naturelle se produit, les investisseurs cherchant à construire des logements plus élaborés pour obtenir un revenu locatif plus élevé », explique World Population Review.

Derrière le Nigeria, l'Égypte est le second pays africain avec le plus de sans-abris (12 millions), suivi de la République démocratique du Congo (5,3 millions) et de la Somalie (2,9 millions).

Outre la pauvreté, l'urbanisme ou les conflits, les désastres naturels augmentent aussi la proportion des sans-abris. Le séisme de magnitude 7 qui a frappé la région marocaine du Tensift début sep-

tembre avait notamment détruit plus de 50.000 habitations, mettant à la rue plus de 300.000 personnes, selon l'Onu. Le royaume chérifien avait d'ailleurs lancé un plan de relogement d'envergure, octroyant une aide d'urgence de 30.000 dirhams (environ 2.750 euros) pour les ménages dans le besoin.

Au Sénégal, c'est le changement climatique qui fait des siennes. La montée des eaux, accompagnée de crue et de raz-de-marée a fait perdre le logement à 20.000 personnes sur la Langue de Barbarie, non loin de Saint-Louis du Sénégal.

**Perspectivesmed**

[www.malikile.com](http://www.malikile.com)

# Création de la confédération africaine du sport électronique : Samba Bathily élu premier président à l'unanimité

Le Mali était à l'honneur à l'occasion de l'Assemblée générale constitutive de la Confédération panafricaine de E-sport du 24 au 25 septembre 2023 à Dakar, au Sénégal. A l'issue de l'AG, notre compatriote Samba Bathily a été élu à l'unanimité comme premier président de cette confédération. Et notre frère Mamadou Lamine Diarra figure aussi dans le Comité exécutif.

Cette consécration pour Samba Bathily, président du groupe Solutions pour le développement en Afrique (Groupe ADS), cofondateur et PDG de Solektra ainsi que pour Mamadou Lamine Diarra, président de l'Association malienne pour la promotion de la culture E-sport (AMPCE) et non moins gérant de BAMABIZ Production, a eu lieu le 26 septembre 2023, à Dakar (Sénégal). C'était à l'issue de l'Assemblée générale constitutive (25-26 septembre 2023) organisée par le Comité national de promotion du E-sport (CONAPES). Adeptes des challenges et férus de la perfection, nos deux compatriotes se sont penchés pendant deux jours (à l'hôtel King Fahd Palace) avec les acteurs du monde sportif numérique sur la mise en place d'une Confédération africaine autour de cette discipline avec ses activités et métiers connexes.

Piloté par Jacques Mansour Sagna alias Lord Aladji Man, ancien rappeur et ex-membre originel du célèbre groupe sénégalais «Daara J», le Conapes a organisé des assises qui ont réuni plus de 45 représentants des fédérations et comités du E-Sport venus de tous les coins de l'Afrique. Sans

compter la présence d'institutions telles que l'Unesco, la Fiba-Afrique... Une occasion pour le président du Conapes de rappeler l'importance de cette rencontre au pays de la Teranga. «C'est un jour très important pour l'Afrique. Le plus grand défi pour la jeunesse africaine, c'est d'être ensemble d'abord. Nous nous sommes réunis ici à Dakar pour être ensemble, réfléchir ensemble, travailler ensemble et gagner ensemble», a déclaré Jacques Mansour Sagna. Avant d'ajouter, «les enjeux sont énormes. Ce ne sont pas seulement des enjeux autour de la passion, mais comment nous allons construire l'avenir de l'Afrique à travers cette passion».

**«L'histoire des jeux vidéo a fini de lever toutes les frontières», dixit Lord Aladji Man**

A l'endroit des membres et participants, Lord Aladji Man a rappelé, «nous avons la responsabilité de l'Afrique entre nos mains. Nous sommes un même peuple, une même nation, la même famille, la même communauté. L'histoire des jeux vidéo a fini de lever toutes les frontières et de commencer le début de la grande union africaine à travers cette jeunesse».

Le directeur de cabinet et représentant du ministre sénégalais de la Communication, des Télécommunications et de l'Economie numérique, Souleymane Astou Diagne, dira que «E-sport n'est pas seulement une simple activité ludique, mais une véritable discipline qui suscite l'engagement de millions de personnes à travers l'Afrique et la planète». Un jeu devenu un enjeu planétaire avec «plus de 600 millions de joueurs pour un chiffre d'affaires de plus de 800 milliards F CFA», a-t-il ajouté. Et de poursuivre en rappelant que, en 2050, «les jeunes représenteront plus de la moitié des 2,4 milliards d'habitants que va compter notre continent auxquels E-sport va offrir beaucoup d'opportunités d'emploi». A noter que, au-delà du département numérique, E-sport est aussi sous la tutelle du ministère des Sports.

Quant au représentant de la Fiba-Afrique, Mathieu Faye, il a promis l'appui de l'instance africaine du basket. «La Fiba a créé la Fondation internationale de basket (IBF) qui a, entre autres, pour missions de soutenir les programmes de développement social et humanitaire à travers le basket. Elle s'inscrit aussi dans une logique de participer à l'accomplissement des jeunes par l'insertion dans la vie professionnelle. La Fiba est consciente de la mission que s'est fixée le Conapes et lui apporte



tout son soutien», a-t-il indiqué.

Ainsi, après adoption et validation des statuts et règlement intérieur, suivies par la mise en place du bureau exécutif, la Confédération africaine d'Esport a choisi l'homme d'affaires malien Samba Bathily pour diriger ses activités. Son compatriote Mamadou Lamine Diarra, délégué du Mali, fera partie des membres élus au sein dudit bu-

reau. Tout comme «Malamine» [Mamadou Lamine Diarra] pour les intimes et son homologue du Cap-Vert seront les deux représentants élus pour diriger la Zone ouest A qui regroupe 9 pays et la Cédéao.

Cette grande Assemblée générale a pris fin dans la soirée du 25 septembre 2023 en présence du représentant du ministre de la Communication, des Télécom-

munications et de l'Economie numérique du Sénégal. Rappelons que cette confédération africaine s'est fixée comme objectif de stimuler la croissance économique tout en permettant à la jeunesse africaine de s'épanouir dans un secteur en plein essor.

**Naby Avec FMS**  
Le Matin



## Bélier (21 mars - 19 avril)

Il semble difficile de trouver la motivation en ce moment. N'hésitez pas à vous aérer l'esprit, à faire quelques pauses dans la journée pour revenir avec une meilleure énergie ensuite. Les coups de moins bien arrivent à tout le monde, donc ne culpabilisez pas outre mesure. Fixez-vous des objectifs, et ne les perdez pas de vue : cela vous aidera à garder la motivation et à aller de l'avant. Ces efforts s'en ressentiront sur votre travail, n'ayez crainte.



## Taureau (20 avril - 19 mai)

Si vous avez connu des petits problèmes d'organisation, ce n'est plus du tout le cas. La mise en place d'un planning des tâches professionnelles à accomplir et le respect de celui-ci vous permettent de sortir la tête de l'eau. Une bonne gestion de son travail et du temps qui lui est consacré vaut toujours mieux que de tenter de tout réaliser à la fois. « Une chose après l'autre » est un credo qui vous convient.



## Gémeaux (20 mai - 21 juin)

Au travail, vous allez devoir mettre les bouchées doubles pour régler un problème. Cette situation délicate n'est pas de votre faute, même si on tente de vous faire porter le chapeau. Restez focus sur vos tâches. La moindre erreur vous sera reprochée. Si vous travaillez en équipe, attention de ne pas vous laisser marcher sur les pieds. Vous n'avez pas à faire le travail pour tout le monde juste pour vous faire accepter.



## Cancer (21 juin - 21 juillet)

Vous avez aujourd'hui la possibilité de montrer votre sens du contact, et cela vous sera très bénéfique. Vous gagnerez en popularité, et de nouvelles offres pourront arriver au cours de cette journée. Jetez un œil dessus, l'une d'entre elles vous séduira. Les personnes qui aimeraient trouver un nouvel emploi auront aussi de belles opportunités, même si, à première vue, elles n'ont rien d'exceptionnel. Ouvrez l'œil !



## Lion (22 juillet - 23 août)

Les choses se compliquent au travail, aujourd'hui. Les dossiers que l'on vous confie et vos relations avec vos collègues seront particulièrement difficiles. Ne vous énervez surtout pas. Cela ne servirait à rien. Restez calme, et dès demain, tout s'arrangera. Ce n'est pas le jour parfait pour trouver le poste de vos rêves. Vous avez quelques possibilités, mais les emplois ne vous conviennent pas du tout. Laissez tomber.



## Vierge (23 août - 23 septembre)

Évitez les conflits inutiles. Vous voulez avoir le dernier mot, mais vous feriez mieux de laisser la tempête se calmer. Un bon repas avec vos collègues pourrait vous aider à mettre les choses à plat. Beaucoup de non-dits vous empêchent de vous épanouir comme vous le souhaiteriez. Il faut dire qu'une personne de votre équipe fait tout pour ruiner l'ambiance. Cette personne est jalouse de votre progression au sein de l'entreprise.



## Balance (23 septembre - 22 octobre)

Vous sortez d'une zone de turbulences. Aujourd'hui est un bon jour pour remettre le pied à l'étrier, de nombreux signaux sont au vert, mais c'est vous qui n'osez pas vous lancer. Remettez-vous en selle, vous avez assez piétiné. Vous n'êtes pas hors du coup, contrairement à ce que vous croyez. Reprenez confiance en vous, vous avez encore du talent à revendre, on compte encore sur vous. Saisissez les mains tendues, vous serez récompensé.



## Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

Période prospère, tout vous sourit en ce moment. Les projets en cours avancent parfaitement et ceux à venir vous promettent les challenges que vous espérez. Sans compter que votre entourage professionnel vous apporte un soutien indéfectible. Votre nature engageante associée à vos compétences et à votre sérieux font de vous une personne indispensable à l'équipe. Vous êtes en plein épanouissement professionnel. Savourez !



## Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

Si vous avez commencé un nouveau travail récemment, bonne nouvelle : votre aventure professionnelle débute sous les meilleurs auspices et vous devriez vous épanouir. Si au contraire cela fait longtemps que vous êtes au même poste, essayez de faire le point sur votre carrière. C'est un bon moyen de redéfinir ce que vous voulez vraiment. Restez attentif aux possibilités que l'univers va vous offrir, il devrait y avoir de belles surprises.



## Capricorne (21 décembre - 20 janvier)

Débordant d'énergie, vous avez mille projets en tête et vous voulez tous les réaliser en même temps. Rappelez-vous que vous avez tendance à commencer beaucoup de choses, mais sans jamais les terminer. Il vous faut commencer par choisir un projet précis. Construisez un plan d'action et forcez-vous à le suivre scrupuleusement... vous verrez, vous allez y arriver et sortirez grandi de cette expérience.



## Verseau (20 janvier - 19 février)

Aujourd'hui est la journée idéale pour concrétiser vos plans dans le domaine du travail. Tout vous réussit, et vous pourrez montrer ce dont vous êtes capable. Nouveau poste, avancement conséquent, salaire plus élevé, tout se joue maintenant. Foncez ! Vous pourrez enfin cueillir les fruits de vos efforts. N'hésitez pas plus longtemps. Vous obtiendrez ce que vous souhaitez, et pourrez enfin être heureux au travail.



## Poisson (19 février - 21 mars)

Vous jouerez les pompiers de service aujourd'hui. On vous sollicite de partout et le surmenage vous guette. Ce regain d'activité ne sera pas vain, et la gratification à la hauteur de votre investissement. Pour y faire face, il va falloir vous retrousser les manches, car la tâche s'annonce ardue. Organisez-vous, établissez les priorités et mobilisez toutes les clés pour être efficace, mais ne confondez pas vitesse et précipitation.



L'information est l'oxygène des temps modernes

# Malikilé

QUOTIDIEN D'INFORMATION GÉNÉRALES, D'ACTUALITÉS ET DE PUBLICITÉS

**1273 Malikilé**  
Kamena lève le voile!

**1274 Malikilé**  
Les enfants de Badalabougou servis

**1275 Malikilé**  
Le président Cissé reçoit la délégation de la Commission de l'UA

**1276 Malikilé**  
La grosse arnaque!

**1277 Malikilé**  
242 filles et femmes installées

**1278 Malikilé**  
De quoi ont peur les pays de la zone franc?

**1279 Malikilé**  
Montaga Tall en robe pour défendre l'Islam et le HCIM

**1280 Malikilé**  
Les travaux débütent aujourd'hui!

Pour tous renseignements, abonnements, reportages, publicités, annonces ... n'hésitez pas, contactez nous au :

# 70 44 22 23